ABDELAZIZ RAHABI AU FORUM DE *LIBERTÉ* :

«Nous sommes installés dans la présidence à vie»

Les récents changements opérés par Abdelaziz Bouteflika confirment sa volonté de rester président à vie. Pour Abdelaziz Rahabi, qui était hier l'invité du Forum du quotidien Liberté, les rênes du pouvoir réel sont entre les mains de Saïd Bouteflika, frère et conseiller du chef de l'Etat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Rahabi est persuadé que Abdelaziz Bouteflika a opté pour la formule de «la présidence à vie». «Nous sommes installés dans la présidence à vie. Je pense qu'il n'y aura pas d'élections présidentielles en 2014. Abdelaziz Bouteflika modifiera la Constitution pour prolonger son mandat de deux années, à travers l'instauration d'un double septennat», a indiqué, hier, l'invité du forum du quotidien *Liberté*.

Ancien diplomate, ex-ministre de la Communication et actuellement enseignant universitaire, Rahabi n'a pas hésité à comparer Abdelaziz Bouteflika au président tunisien Habib Bourguiba. «Je me suis toujours intéressé au processus de transfert de pouvoir du temps de Habib Bourguiba. Sa nièce avait réussi à s'emparer du pouvoir avant de le céder à des cadres du RCD. Aujourd'hui, le pouvoir réel n'est pas entre les mains du Président Abdelaziz Bouteflika mais entre celles de son entourage.»

L'entourage se limite, selon lui, à une seule personne : Saïd Bouteflika. «Saïd Bouteflika n'a nullement besoin d'être élu président de la République puisqu'il gouverne», précisera-t-il.

Coup de force

Pour Abdelaziz Rahabi, les dernières décisions du chef de l'Etat entrent dans le cadre d'un projet qui permettra au clan présidentiel de garder le pouvoir. A commencer par les changements opérés au sein de l'exécutif. «La nomination de ce gouvernement est un coup de force contre les traditions et les institutions algériennes. Généralement, le changement d'un gouvernement intervient 6 à 7 mois avant le scrutin présidentiel, sur demande des partis politiques dans le but d'assurer un maximum de transparence et d'équité. Je rappelle qu'en 1998, sur demande du Front de libération nationale, le parti du candidat Abdelaziz Bouteflika, des personnalités sans appartenance politique avaient été nommées dans les postes les plus sensibles. Nous avions alors Smaïl Hamdani comme chef du gouvernement, Abdelmalek Sellal au ministère de L'Intérieur et moi-même à la Communication. Cette fois-ci, nous constatons que le Président a attribué les ministères-clés du gouvernement à ses hommes les plus loyaux.»

La démarche de Bouteflika pose une problématique «très délicate» puisqu'elle place l'institution militaire «au centre du pouvoir politique». «Tous les chefs d'Etat ont essayé d'éviter cette situation. Le Président Chadli Bendjedid m'a expliqué pourquoi il avait décidé d'exclure les militaires du Comité central et du Bureau politique du FLN. Selon lui, ces instances sont traversées par des fractures dues à des intérêts politiques, personnels et régionalistes. Il voulait mettre l'armée à l'abri pour renforcer son autonomie et sa cohésion. C'est dans cette voie qu'il allait pour renforcer aussi le consensus national autour de l'armée.»

Abdelaziz Rahabi.

Photos : D.R.

Zerda

Tout en reconnaissant l'absence d'espaces de libre expression en Algérie, Abdelaziz Rahabi a néanmoins dénoncé le silence des élites «civile et militaire». «Le système algérien arrive à son terme historique. Cependant, nous n'avons toujours pas pu organiser la transition politique. Nous attendons la fin de la transition biologique. Depuis 1999, nous sommes face à un président boulimique, qui a pris possession de tous les pouvoirs. Bouteflika donne l'impression d'être dans une grande zerda avec une quinzaine de plats qu'il est incapable de manger. Nous sommes dans un système totalitaire. Mais tous les systèmes totalitaires se construisent sur l'ambition démesurée des hommes et le silence des élites, qu'elles soient politique, civile ou militaire. Voyez ce qui s'est produit récemment lors du coup de force pour organiser la session du Comité central du FLN. La Wilaya et le tribunal administratif d'Alger ont annulé une décision du Conseil d'Etat. Tout ceci s'est déroulé dans le silence le plus total», a-t-il insisté.

La société dans son ensemble est incapable de réagir, même face à des situations ubuesques. «Par éducation et par compassion, les Algériens n'aiment pas parler de l'état de santé des autres. Mais ce principe s'arrête lorsque la personne qui a joui de notre compassion prend des décisions qui n'ont pas lieu d'être. Tout le monde a pu voir le Président prendre le café avec Abdelmalek Sellal et Gaïd Salah. Ces rencontres nous ont été présentées comme des activités présidentielles majeures. C'est toute la force et toute l'intelligence de l'Algérie qui sont à la merci d'opérations de maquillage audiovisuel. Mais ce n'est pas nouveau, le Président n'a pas tenu de Conseil des ministres depuis décembre 2012 et n'a eu aucune activité diplomatique. Mais cela ne semble déranger personne.»

Docilité

Sur le plan international, la situation politique qui prévaut en Algérie ne devrait provoquer aucune réaction. «Nous ne dérangeons personne. Nous sommes un pays très docile. Nous sommes d'une docilité incommensurable, incomparable. Nous n'avons aucune position sur la Palestine et n'avons reçu aucun responsable palestinien depuis 7 ans. Nous ne disons rien, même sur les conflits qui se passent à nos frontières.

Le Président n'a aucune activité diplomatique. Lorsqu'il reçoit, c'est beaucoup plus pour apparaître que pour avoir une activité diplomatique. La récente opération qui a été organisée avec Ghanouchi et Caïd Essebssi nous a fait plus de mal que de bien. Une forte polémique a éclaté en Tunisie puisqu'on accuse les Algériens d'ingérence dans les affaires politiques internes.»

T. H.

IL NOMME MOURAD MEDELCI À SA TÊTE

Bouteflika verrouille le Conseil constitutionnel

L'heure de la retraite politique n'a pas sonné pour Mourad Medelci, débarqué mercredi du ministère des Affaires étrangères, dans le cadre d'un vaste remaniement ministériel. Le Président Bouteflika le récupère et le nomme président du Conseil constitutionnel. Il fait de lui, de ce fait, le gardien du temple dans une période de turbulences politiques annoncées.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La nomination de Mourad Medelci, qui succède ainsi à Tayeb Belaïz, rappelé au gouvernement en qualité de ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, n'a pas de quoi surprendre.

Bien au contraire. Sa récupération devenait évidente, dès lors qu'il a été précisé dans le communiqué officiel portant remaniement du gouvernement que Medelci était appelé à d'autres fonctions.

Et ces nouvelles fonctions ne pouvaient être que hautes et sensibles, puisque, parmi le staff gouvernemental sortant, il a été le seul à avoir été reçu en audience par le chef de l'Etat.

Même si le compte-rendu officiel de l'audience, répercuté par l'APS, avait évoqué un entretien autour des questions diplomatiques, plus précisément sur les chaudes actualités internationales, personne n'a été dupe au point d'y croire comme d'une vérité révélée.

Intervenue au moment où Bouteflika engageait les manœuvres qui devraient lui éviter de céder le pouvoir, lorgné par nombre d'adversaires, l'entrevue entre les deux hommes était comprise, à raison, cela dit, comme une concertation sur des questions de politique intérieure, autour du plan de bataille mis en branle.

Et, originaire de l'Ouest, proche de Bouteflika à qui il voue fidélité, Mourad Medelci devait nécessairement intégrer le plan de bataille, dans un rôle prépondérant. En le désignant à la tête du Conseil constitutionnel, Bouteflika verrouille l'institution à qui incombe la prérogative constitutionnelle de se prononcer sur l'incapacité du Président à assumer ses charges et fonctions. La nomination de Medelci est un gage d'assurance.

Convalescent depuis près de 5 mois, Bouteflika, qui ne compte pas lâcher le pouvoir, sait que la question de sa santé sera forcément un élément de débat à mesure qu'approchera l'échéance des présidentielles.

Abdelaziz Bouteflika.

Mourad Medelci.

Photos : Samir Sid.

Ces adversaires ne manqueront pas de renouveler l'appel à l'application de l'article 88 de la Constitution.

Un appel que Belaïz a refusé d'entendre. Medelci en fera de même.

S. A. I.

DERNIERS REMANIEMENTS EN HAUT LIEU

«Révolutionnaires», estime le président d'El Karama

Les derniers remaniements opérés en haut lieu, institution militaire et gouvernement, ont permis à bien de partis de sortir de leur silence. Dernier en date, le parti El Karama, sorti des entrailles du FNA puisque lancé par un des anciens cadres du parti de Moussa Touati, qui fait, à l'occasion, un virage à 360°.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Son premier responsable animait, hier, un bref point de presse, puisque expédié en moins d'une demi-heure. Juste le temps d'exprimer à qui voudrait lui prêter oreille attentive, son immense satisfaction des tout derniers actes du président de la République. Des actes, remaniement dans l'institution sécuritaire et au niveau de l'exécutif, que Mohamed Benhamou qualifiera de «révolutionnaires» en ce sens qu'ils prouvent que le premier magistrat du pays a, cette fois-ci, les coudées franches. «Bouteflika est plus qu'un trois quarts de président», ironisera-t-il. Et puis, enchaînera-t-il, par ces remaniements, le premier magistrat du pays vient, selon le conférencier, de balancer l'Algérie dans une nouvelle ère, celle de la bonne gouvernance, de la technologie, etc. Il en voudra pour preuve, la création du poste dédié au service public, se réjouissant, au passage, du renvoi de l'exécutif, des ministres partisans, allusion aux patrons du PLJ et de l'ANR.

Il s'en prendra plus particulièrement au désormais ex-ministre de la Communication qu'il accusera d'avoir pratiqué le deux poids deux mesures dans la couverture des activités partisanes, tout comme il relèvera l'abandon de notre diaspora par l'ex-ministre délégué en charge de cette communauté, sans émettre un quelconque avis sur la suppression tout simplement de ce département dans le sillage de ce récent remaniement gouvernemental. L'ancien député de l'émigration sous la chapelle du MSP avant de faire une virée nationaliste au FNA plaidera pour le report de l'élection présidentielle sans en préciser la durée. «Peu importe la durée car il s'agira de donner au tout nouveau gouvernement Sellal tout le temps nécessaire pour concrétiser le développement global tant attendu». Une option qui suppose la prolongation de l'actuelle mandature du président de la République que «la prochaine révision constitutionnelle inclurait plus que probablement», soutiendra encore Benhamou qui invitera la classe politique nationale à davantage de professionnalisation.

Benhamou a certainement oublié ou feint d'oublier avoir invité le président de la République, du temps où celui-ci était en convalescence en France, à se retirer dignement pour ne pas permettre à «certains d'agir en son nom». Celui-ci, en donneur de leçons, invitera par la suite la presse à ne pas franchir une certaine ligne rouge. Il exhortera le tout nouveau ministre de la Justice et garde des Sceaux à agir dans le sens d'un assainissement de l'espace médiatique national.

M. K.